

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

UNE PERFORMANCE

AU RALENTI ?

Partie pour être une des plus florissantes du pays, l'industrie pharmaceutique affiche désormais des progressions en deçà de son potentiel. La signature des écosystèmes dans le cadre du Plan d'accélération industrielle n'a toujours pas donné l'effet escompté. Analyse.

En mars 2016, l'industrie pharmaceutique s'est dotée de deux écosystèmes dans le cadre du Plan d'accélération industrielle (PAI) 2014-2020 que sont les écosystèmes "Médicaments" et "Dispositifs médicaux". Plusieurs métiers sont touchés, comme les essais

cliniques, les ingrédients pharmaceutiques actifs et le packaging, la fabrication locale et l'export, les médicaments bio-similaires et les dispositifs médicaux... Tout cela avec pour objectif la création de 5.000 nouveaux emplois directs, une valeur ajoutée additionnelle de 4,2 milliards de dirhams et un excédent commercial

additionnel de près de 7,8 milliards de dirhams.

LE PAI EN PANNE

Deux années plus tard, où en est le déploiement de ces écosystèmes ? "Officiellement, la mise en œuvre n'a pas démarré, car il faut passer par un contrat d'application", explique Layla Sentissi, la directrice exécutive de l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP). "Cela dit, certains opérateurs privés ont souscrit à ces écosystèmes et leur dossier est déposé au ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, qui devrait le soumettre au ministère de la Santé pour confirmer son éligibilité", ajoute Sentissi, qui nous assure que les opérateurs sont en train de déployer leur projet d'investissement tout en espérant que le traitement administratif de leur dossier ne tarde pas trop. Mais, pour l'heure, tout porte à croire que la dynamique promise en 2016 est loin d'être une réalité. En effet, il était attendu que les écosystèmes libèrent le potentiel du secteur en débloquent les verrous qui freinent son expansion, comme sa dépendance à l'égard des importations, la sous-utilisation des capacités de production de médicaments... Malgré cela, le marché privé (vente en pharmacie, NDLR) a clôturé l'année 2017



avec une hausse de 4,8% du chiffre d'affaires qui s'est établi à 9 milliards de dirhams.

PEUT MIEUX FAIRE

Mais, à en croire Layla Sentissi, cela reste en deçà du potentiel du secteur. Depuis 2008, année de la crise internationale, le secteur a été freiné dans son élan. Même s'il progresse, il n'a plus retrouvé la croissance d'avant, qui atteignait des moyennes de 8%. Même la politique de la baisse des prix opérée à partir de 2014 avec pour objectifs, entre autres, de favoriser la consommation des médicaments, n'a pas eu l'effet escompté. *"La baisse qui a été opérée n'a pas eu toutes les retombées promises par le ministre de la Santé de l'époque puisque les volumes n'ont pas suivi et le marché n'a pas évolué"*, tient à préciser la directrice exécutive de l'AMIP. Pis, *"le Maroc sera le pays qui connaîtra la plus faible progression en Afrique d'ici 2020"*, affirme Sentissi, qui en veut pour preuve une récente étude du cabinet international IQVIA, ex IMS. *"Quand les pays voisins et africains auront des progressions allant de 7 à 12%, au Maroc, on prévoit un petit 2,2%"*, ajoute-t-elle. L'étude en question annonce des prévisions de croissance de 7,2% pour l'Algérie, 7,4% pour l'Afrique du Sud, 10,3% pour l'Egypte ou encore 10,2% pour le Kenya.

LE PLEIN-EMPLOI GRÂCE À L'EXPORT

"Le Maroc utilise à peine 40% de ses capacités de production. Nous n'avons pas encore atteint le plein-emploi ; nous avons donc un important potentiel à exploiter", affirme la directrice exécutive de l'AMIP. Pour elle, les opérateurs du secteur n'hésitent pas à investir dans leur outil de production à hauteur de 700 millions de dirhams annuellement. Cet effort pourrait donner des résultats plus importants si du côté des pouvoirs publics, il y a des actions concrètes pour accompagner le secteur localement, mais surtout à l'export. Les opérateurs se positionnent sur ce segment pour faire tourner leurs usines à plein régime, et pourtant ils peinent à créer une vraie

"LES SYSTÈMES DE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE SANTÉ PUBLICS OU PRIVÉS SONT À REPENSER"

Rajaa KANTAOUI

Directrice des Communications et Affaires gouvernementales & publiques, North West & Central Africa, BAYER.

L'industrie pharmaceutique enregistre un ralentissement de sa croissance. Quels sont les nouveaux défis de ce secteur ?

Les enjeux du secteur n'ont pas changé. Ils se sont simplement amplifiés. Face à une population qui ne cesse de croître et de vieillir, l'industrie pharmaceutique se doit de développer de nouveaux médicaments plus efficaces et garantir un approvisionnement alimentaire plus fiable et à grande échelle. Plusieurs autres facteurs relatifs à l'émergence de nouvelles pathologies chroniques mettent à mal le modèle industriel classique, sauf pour les entités qui s'investissent non seulement dans la R&D mais aussi dans l'innovation et la transparence. Puis, au-delà des spécificités de l'industrie pharmaceutique, l'enjeu du ciblage Mix-marketing figure parmi les principales recommandations de l'OMS. Une micro-segmentation de l'ensemble des parties prenantes devient nécessaire afin de mieux cerner les besoins de chaque cible.

La généralisation de la couverture médicale serait-elle un vrai facteur de développement du secteur ?

Vous n'êtes pas sans savoir que le Maroc aspire à une généralisation de la couverture médicale à l'horizon 2025. Un échéancier a été mis en place pour que l'ensemble de la

population, toutes catégories confondues, soit couverte. Néanmoins, les systèmes de remboursement des dépenses de santé publics ou privés sont à repenser. Si les besoins en matière de santé sont infinis, les ressources qui peuvent y être consacrées sont limitées. Je pense que l'entité en tutelle de ces projets devrait étudier le plan de continuité des deux régimes AMO et RAMED, de plus près, afin d'assurer leur raison d'être. Le régime a donc des avantages certains pour le secteur, mais il connaît aujourd'hui encore quelques dysfonctionnements rattrapables, et ce, avant sa généralisation à l'ensemble des catégories de travailleurs.

L'industrie pharmaceutique fortement réglementée, cela freine-t-il la croissance ?

Les valeurs dans le secteur ont beaucoup évolué. Aujourd'hui, l'approche est certes plus scientifique, mais aussi plus transparente et collaborative. Face à l'appréhension croissante de l'opinion publique et à la vitesse de propagation de l'information, les industries sensibles, de manière générale, et pharmaceutiques de manière précise, ne peuvent plus se satisfaire d'une réponse linéaire et mécanique, mais demandent une approche nouvelle en phase avec les nouveaux paradigmes de la société. ■

dynamique à l'export. Les ventes hors des frontières ont à peine dépassé le milliard de dirhams en 2017. Face à plus de 5 milliards de dirhams d'importation, la balance commerciale du secteur est largement déficitaire. Malheureusement, même si les opérateurs affichent une grande ambition à l'export, il n'en demeure pas moins qu'il y a des freins pour accompagner et soutenir cette volonté. Certains articles de la loi 17/04, le décret du prix ainsi que certaines procédures administratives constituent autant de freins à cette ambition.

Plusieurs correspondances ont été adressées aux autorités de tutelle afin de mettre en place un contexte favorable au développement de l'export qui contribuera plus concrètement à la réduction du déficit de la balance commerciale. Pour la responsable au sein de l'AMIP, *"la volonté est là, mais l'action et la concrétisation tardent"*. Du coup, nombre d'industriels n'hésitent pas à installer des unités industrielles en dehors des frontières, notamment dans les pays subsahariens, pour contourner ces difficultés. ■